

MALI

BULLETIN D'INFORMATION

JANVIER - DÉCEMBRE 2021



© Stici B. Diarra / CICR

La situation humanitaire est restée précaire au Mali en 2021 à cause de mauvaises récoltes dues à une faible pluviométrie et une insécurité devenue endémique dans beaucoup de localités du Centre et du Nord. La criminalité complexifie la situation humanitaire ; les populations sont privées de services sociaux de base, et l'espace humanitaire est très réduit.

Les défis humanitaires liés à l'accès aux soins de santé, la sécurité alimentaire, l'approvisionnement en eau et la protection des populations restent élevés et sans réponses satisfaisantes. Les déplacements des populations fuyant les zones de conflits augmentent les besoins humanitaires. L'accroissement brusque du nombre d'habitants dans les localités hôtes accentue la pression sur les maigres ressources existantes.

En plus des effets du conflit, les populations continuent de subir les conséquences du changement climatique qui provoque les inondations et dessèche les quelques espaces verts restants. Le manque d'eau, l'exiguïté de pâturages et de terres cultivables accentue la détresse des populations.

En parcourant ce numéro, vous découvrirez les actions du CICR en faveur des populations

en 2021. Plus de 300 000 personnes ont bénéficié de l'assistance en vivres et articles de première nécessité, 202 788 personnes ont eu accès aux soins de santé dans les hôpitaux et centres de santé soutenus par le CICR, alors que 230 192 personnes se sont réjouies de l'amélioration dans l'approvisionnement en eau.

Nous continuons à œuvrer pour créer un environnement favorable au respect du droit international humanitaire (DIH) afin de garantir une meilleure protection aux personnes affectées par le conflit. Ainsi, plus de 11 800 porteurs d'armes, des autorités administratives, et des acteurs de la société civile ont été sensibilisés sur le droit international humanitaire.

En 2022, le CICR poursuivra ses efforts de dialogue avec toutes les parties prenantes afin de pouvoir rester aux côtés des populations. Des efforts seront maintenus pour permettre à la population de renforcer sa résilience et de faire face aux défis créés par les effets combinés du conflit et du changement climatique.

James Reynolds

Chef de délégation



UN OUF DE SOULAGEMENT POUR LA POPULATION DE MARÉBOUGOU !

Il est 16h00 ! L'équipe du CICR se repose dans la cour de l'école de Marébougou, un village situé dans le cercle de Djenné, Région de Mopti. Ils sont extenués après avoir travaillé d'arrache-pied pendant trois jours, mais contents d'avoir assisté des personnes qui avaient désespérément besoin d'aide. En tout, 3'000 personnes ont été assistées en vivres.

« Cette assistance nous est arrivée au bon moment » déclare Fatoumatta*, une sexagénaire, pendant qu'elle réarrangeait le contenu de son assistance, « nous ne savions pas si nous allions tenir encore longtemps sans nourriture, car nous ne pouvions pas quitter pour aller aux champs, » poursuit-elle d'un ton amer.

Depuis le mois d'avril 2021, les affrontements se sont intensifiés dans le cercle de Djenné, rendant impossible tout mouvement de la population. C'est à la faveur d'un accord conclu en décembre dernier que le blocus a été levé, et l'équipe du CICR y a organisé une visite d'une semaine. « Il s'agissait d'une mission humanitaire importante visant à aider des milliers de personnes souffrant de conséquences du conflit », a déclaré Freya Raddi, cheffe adjointe de délégation, avant de poursuivre : « Nos équipes ont rencontré des habitants confrontés à une situation alimentaire préoccupante. Je suis très heureuse de voir que les autorités, les leaders communautaires ainsi que toutes les parties prenantes ont permis que cette aide soit délivrée ».

Pendant qu'une équipe distribuait l'assistance, une autre était engagée dans des consultations

médicales des patients. En tout, 539 patients ont été consultés parmi lesquels 13 ont été référés à l'hôpital de Mopti pour une meilleure prise en charge, et 52 enfants vaccinés, dont 43 recevaient leur première dose depuis la naissance.

Pour les cas de malnutrition, la priorité a été accordée aux femmes et aux enfants. « Un enfant orphelin de deux mois, nourri de façon mixte par le lait de chèvre et au sein d'une autre femme qui avait accouché récemment nous a été présenté », déclare Abdourhamane, médecin nutritionniste au CICR. « Nous avons saisi l'opportunité pour sensibiliser les nouveaux parents de l'enfant, la femme qui allaitait, et toute la communauté sur les bienfaits de l'allaitement, les incitant à privilégier l'allaitement maternel, » a-t-il conclu.

Le CICR poursuivra le dialogue avec les autorités et tous les acteurs dans la région afin de poursuivre ses activités d'assistance.



* Fatoumata est un nom d'emprunt



LE FORAGE DE L'ESPOIR POUR LES HABITANTS D'ASSIKAD

Les 900 Habitants d'Assikad et ceux des huit localités de la commune rurale d'Aguelhoc, dans la région de Kidal subissent de plein fouet les effets du conflit armé et des conditions climatiques extrêmes illustrés par des tempêtes de sables et des températures frôlant les 50 ° Celsius.

Ces dernières années, des centaines de personnes ont fui les violences dans leurs villages à la suite des combats qui se déroulaient dans la commune d'Aguelhoc. En avril dernier, la localité d'Assikad a accueilli plus de 400 personnes, en majorité des femmes et des enfants. Cet afflux des déplacés a accentué la vulnérabilité de la population ; les personnes déplacées ainsi que leurs hôtes étant obligés de partager les maigres ressources disponibles en eau et en vivres. Cette situation accentue le banditisme, notamment les braquages et les vols de bétails.

Pour les femmes, la corvée d'eau s'avère très périlleuse en ce sens qu'elles sont exposées aux risques d'engins explosifs ou des tirs croisés lors d'affrontements, souvent improvisés, entre les différents groupes qui s'affrontent. « Avant, on s'approvisionnait au puits à côté de nos maisons, mais il a tari. Le forage ne donne plus assez parce qu'il est moins profond. Nous sommes obligés d'aller chercher l'eau à Aguelhoc village, à huit kilomètres d'ici. », confie Mohamedine Ag Ilazane, chef du site des déplacés à Assikad. « Cela nous prend beaucoup de temps et d'énergie, et nous expose à des dangers divers », conclue-t-elle.

Les équipes du CICR ayant tenu des discussions avec la population et ses représentants dans les localités d'Assikad, Taghalit, Marate, Barrage, Tissakadawene, Rataye, Doussakat et Matelmene ont décidé de procéder à la distribution d'une aide financière d'urgence à près de 1100 ménages déplacés, ainsi qu'aux familles d'accueil afin de leur permettre de se procurer des vivres et des articles essentiels de ménage. « Lorsque les affrontements ont éclaté, j'ai abandonné ma maison et tous mes biens. Je suis venue m'installer à Tetaramate. Avec cet argent, je vais acheter du riz, de l'huile et du lait, et je pourrai encore tenir pendant quelques temps. » témoigne Fatma, une bénéficiaire âgée de 58 ans.

D'autre part, pour faciliter l'accès à l'eau et diminuer les risques sécuritaires pour les communautés et leur bétail, le CICR a réalisé un système d'approvisionnement en eau potable d'une capacité de 36 m³/h à Assikad. « Grâce à ce forage, nous avons de l'eau tout près, et de manière permanente. C'est un motif de satisfaction pour les habitants de Assikad, les villages environnants et surtout pour les familles déplacées », s'exclame Mohamedine Ag Ilazane.



LE SABLE POUSSE LA POPULATION DU LAC FAGUIBINE À L'EXODE

Le lac Faguibine constituait le trésor commun pour des milliers de personnes dans la région de Tombouctou. De vastes étendues d'eau et de terres cultivables, alimentées dans le passé par les crues du fleuve Niger, ont peu à peu laissé place à des dunes de sable. Les habitants doivent désormais compter sur une saison des pluies de trois mois, entre juillet et septembre. Le reste du temps, la température approche les 50 degrés.

Les conséquences dans les six communes qui entourent le lac sont dramatiques : le retrait des eaux a provoqué l'arrêt de la pêche et la chute des activités pastorales et agricoles. Le sable avale les habitations des villages de Bilal Bancor, Bintagoungou et Mbouna.

Cette raréfaction des terres et des pâturages est la source de tensions persistantes entre agriculteurs et éleveurs. Mahamadou Ousmane, cultivateur, observe : « Entre éleveurs et agriculteurs, il n'y a pas un jour sans conflit. Parce que l'espace est petit, tout le monde veut l'exploiter. C'est la raison des tensions. »

La coupe des derniers arbres aggrave l'érosion et l'assèchement des sols. Mais cette activité est parfois tout ce qu'il reste à certains pour survivre. Alhousna Walet Alhassane, bucheronne, est veuve et ne peut compter que sur elle-même : « Je sais que ça détruit l'environnement mais qu'est-ce que je vais manger si je ne le fais pas ? »

A Bilal Bancor et dans d'autres localités du cercle de Goundam, le CICR finance des projets de riposte pour ralentir l'avancée du sable sur les villages et les terres cultivables restantes. Des dizaines d'hectares de dunes ont été fixés à la paille par les habitants eux-mêmes, en contrepartie d'une

somme d'argent. C'est le mécanisme « Cash for work », c'est-à-dire : argent contre travail. « Une fois que les dunes seront stabilisées à moyen ou long terme, les populations pourront les utiliser pour leurs activités agricoles » explique Sidi Abdoulaye Zeyda, point focal des projets « cash for work » dans la Sous-délégation du CICR à Tombouctou.

La sécurité alimentaire et la survie économique des localités riveraines est en jeu. Les familles vivent du soutien de leurs enfants partis en exode. « 50 à 60 pour cent de nos populations sont partis » confie Moussa Mahamadou Touré, dont le fils est parti à Bamako.

Les contextes de conflit subissent une double peine avec les effets du changement climatique. Le CICR assiste la population majoritairement agriculteurs avec la distribution de vivres et de semences, mais également avec des projets de réhabilitation des digues qui protègent les champs contre les inondations. Ces projets visent à renforcer la résilience et à alléger la souffrance de la population face à cette catastrophe climatique.

NINA* : « JE FAIS MOINS DE CAUCHEMARS MAINTENANT »

« Des hommes armés ont fait irruption chez moi tard dans la nuit, ils m'ont brutalisé et bandé les yeux avant de violer ma femme et ma sœur. », cette nuit du mois d'août 2021, Moussa*, sa femme Safia* ainsi que sa sœur Nina* ont vécu l'horreur dans une localité située vers la frontière Mali-Niger. Hélas, ce n'était que le début des épreuves qui vont affecter leur vie.

Dans le nord et le centre du Mali, les violences y compris sexuelles à l'encontre des civils est une dure réalité. Ces agressions devenues récurrentes causent souvent des blessures physiques importantes, mais surtout des blessures mentales invisibles, qui sont les plus dévastatrices. Les victimes sont marquées dans leur chair et leur esprit ; une double peine qui accentue la détresse de nombreuses femmes vivant dans les zones de conflit.

Cet évènement d'une douleur sans précédent pour ce petit ménage déjà vulnérable a causé des problèmes de santé multiformes et occasionné des difficultés financières qui ont mis à rude épreuve la survie du foyer. Pratiquant le petit commerce comme moyen de subsistance de sa famille, Moussa* s'est vu dans l'incapacité de payer les factures pour les soins de sa femme et sa sœur blessées. « Je ne savais pas quoi faire. C'est un ami qui m'a prêté de l'argent ». Peu de temps après l'évènement, la famille a dû quitter le quartier pour éviter les regards inquisiteurs de l'entourage qui rappellent les souvenirs douloureux. D'autre part, les deux femmes ont continué à porter le fardeau intérieur de cet évènement : « J'ai peur la nuit et je redoute l'obscurité, » chuchote Safia* – « Je fais des cauchemars répétitifs dans lesquels ces hommes reviennent m'agresser encore et encore » confie sa belle-sœur Nina*.

Le tourment né des visions de l'horreur et de son impuissance face à l'agression de sa femme et de sa petite sœur conduit Moussa* en Algérie pour quelques mois, dans l'espoir de pouvoir reprendre ses esprits : « Même aujourd'hui, je n'arrive pas à oublier la scène ».

Les trois patients sont suivis par l'Agent psychosocial Aboubacrine dans le centre d'écoute de la branche locale de Croix-Rouge Malienne (CRM). Depuis quelques semaines, ils viennent ici régulièrement pour des séances de soutien psychologique « Ici, nous ne cherchons pas de coupables et les entretiens sont confidentiels. Nous essayons d'aider nos patients du mieux que nous pouvons avec nos approches » explique Aboubacrine.

La famille de Moussa* a bénéficié d'une prise en charge médicale au centre de santé de référence soutenu par le CICR et d'un soutien psychologique au centre d'écoute de la CRM. « Discuter de ma situation avec l'Agent psychosocial m'aide beaucoup. Je fais moins de cauchemars maintenant. » confie Safia*.

Les blessures mentales peuvent avoir des conséquences graves sur le métabolisme physique. Souvent, elles prennent plus de temps à guérir si la victime ne bénéficie pas d'accompagnements appropriés.

57 victimes de violences sexuelles ont reçu un soutien psychologique dans des différentes structures soutenues par le CICR.



73 753

PERSONNES

ont bénéficiés des services de santé mentale et soutien psychosocial du CICR en 2021.



© Sékou O DICKO/CICR

EMNAGUIL : DES FEMMES NOMADES FORMÉES AUX TECHNIQUES DE PREMIERS SECOURS

Emnaguil est une localité de 1500 habitants, majoritairement des nomades. Située à 45 km de la ville de Gao, c'est la plus grande localité de la commune d'Anchawadj et son poumon économique grâce au marché hebdomadaire dont dépendent plusieurs villages voisins. La population vit essentiellement d'élevage et du commerce. C'est de cette façon qu'elle soutient les économies familiales.

Ici, la vie est de plus en plus difficile, les habitants sont aujourd'hui confrontés à l'insécurité ambiante et des conditions climatiques hostiles pour les hommes et leurs animaux. Ces dernières années, le village est devenu un lieu de refuge pour des populations fuyant les conflits et exactions dans le cercle d'Ansongo. Plusieurs familles déplacées des localités voisines s'y sont retrouvées après des violences armées.

En milieu nomade, les femmes sont souvent les premiers intervenants dans les situations d'urgence. A Emnaguil, elles n'étaient pas préparées à faire face à ces défis. C'est dans cette logique qu'une cinquantaine de femmes du village ont été initiées à la formation sur les gestes qui sauvent.

Selon la présidente des femmes d'Emnaguil, Aknan Wallet Assaguid « En cas d'urgence, d'accident dans la famille nous ne savions pas quoi faire. Une fois, nous avons eu beaucoup de difficulté à immobiliser la jambe fracturée d'un de nos enfants. Toutes les femmes du village d'Emnaguil sont mobilisées pour cette formation qui est une première dans ce milieu nomade ».



© Sékou O DICKO/CICR

Baba Dramane, formateur à la sous-délégation du CICR à Gao confirme : « Souvent dans certains cas de maladies ou de blessures, chaque minute compte pour sauver des vies. C'est pour cela qu'il est important d'acquérir le savoir-faire et développer les réflexes pour éviter le pire ».

L'approche intégrée du CICR pour améliorer l'accès des soins de santé aux communautés est une chaîne qui commence par la vulgarisation des connaissances techniques de base en secourisme d'urgence. Par la suite, le soutien aux centres de santé communautaires et l'installation d'unités spécialisées dans les hôpitaux régionaux contribuent à sauver des vies.

Cette formation est un outil qui sauve et préserve des vies.



+1 400

PERSONNES

initiées aux techniques de premiers secours en 2021.



© Sidi B. DIAPRA/CICR

LE MALI PARTICIPE À L'ATELIER DE HAUT NIVEAU SUR LES LOIS DE LA GUERRE

Trois officiers supérieurs maliens ont participé à la 14^e édition de l'atelier annuel de haut niveau sur les lois de la guerre communément appelé « Senior Workshop on International Rules governing Military Operations (SWIRMO) ».

Du 18 au 21 octobre 2021, l'évènement a rassemblé 340 officiers supérieurs de plus de 90 pays sur les règles du droit international humanitaire (DIH) et leur application dans les opérations militaires. Durant les 4 jours, ces professionnels de la guerre ont discuté des questions d'actualité telles que la guerre urbaine, les opérations militaires conjointes, les opérations militaires dans les opérations de sécurité, le comportement sur le champ de bataille et enfin l'intégration du DIH.

« Il est important d'adapter ces règles à l'évolution des nouveaux types de conflits armés. Sur le terrain, nos militaires interviennent dans des conditions difficiles où la simple identification du combattant ennemi qui se fond dans la population constitue un énorme défi », explique Colonel Boubacar Yassanry Sanogoh, commandant de la région militaire de Kati.

Depuis 2007 l'évènement est conjointement organisé par le CICR et les forces armées d'un pays donné. La 14^e édition s'est tenue dans un format hybride, menée en direct depuis le siège du CICR à Genève. « En raison de la pandémie de

la Covid-19, nous avons dû modifier les modalités d'organisation cette année. Faute de pouvoir rassembler tous les participants en un même lieu, nous avons opté pour une formule hybride qui combine des séances de discussions en ligne retransmises depuis le siège du CICR à Genève et des séances en présentiel organisées dans plus de 90 pays », explique Stephen Kilpatrick, conseiller du CICR chargé des relations avec les militaires et les groupes armés.

L'atelier s'est avéré être l'occasion pour divers participants de différentes armées, d'échanger sur la problématique des opérations militaires en partenariat entre les forces nationales et d'autres forces partenaires étrangères.

Depuis 30 ans, le CICR appuie les autorités militaires du Mali dans leurs efforts de formation en DIH ainsi que de son intégration dans la planification et la conduite des opérations.

Plus de 5 700 porteurs d'armes ont été sensibilisés au DIH et aux principes humanitaires du CICR en 2021.

 www.icrc.org
 www.facebook.com/CICRMali
 www.twitter.com/CICR_Mali

Délégation au Mali
Quartier Hamdallaye
ACI 2000 - Rue 239
BP 58 Bamako - République du Mali
T +223 20 29 72 14
F + 223 20 29 72 16
Email : bam_bamako@icrc.org

Sous-délégation de Gao
Quartier Chateau Secteur 4, Rue 454
BP 126 Gao - République du Mali
T +223 21 82 13 52/06
F + 223 21 82 00 14
Email : gao_gao@icrc.org

Sous-délégation de Tombouctou
Quartier Hamabangou, Tombouctou
T +223 75 99 73 77
Email : tom_tombouctou@icrc.org

Sous-délégation de Mopti
Million Kin, Rue 220
T +223 21 42 16 70 / 21 42 16 71
F +223 21 42 16 77
E-mail : mop_mopti@icrc.org

Sous-délégation de Kidal
Quartier Etambar, Kidal
T +223 75 99 73 76
Email : kdI_kidal@icrc.org

Bureau de Menaka
2^{ème} Quartier, en face de Radio ADR,
Mobile +223 75 99 58 37



CICR

LES ACTIVITÉS DU CICR AU MALI

QUELQUES CHIFFRES DE JANVIER À DÉCEMBRE 2021

